

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
Service Protection de l'Environnement
Pôle ICPE

GRENOBLE, LE 28 NOV. 2011

AFFAIRE SUIVIE PAR : Claude VIANDE
☎ : 04.56.59.49.85
☎ : 04.56.59.49.96
✉ : claud.viande@isere.pref.gouv.fr

N°31442

A R R E T E P R E F E C T O R A L

COMPLEMENTAIRE N°2011332-0015

Le Préfet de l'Isère
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, notamment son Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU les articles R 512-31 et R 512-39-3 du Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié, relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés, et notamment son article 50 stipulant qu'un programme de suivi des sites de stockage de déchets est prévu pour une période d'au moins trente ans à la suite de l'arrêt de l'exploitation ;

VU l'arrêté préfectoral n°81-6824 en date du 29 juillet 1981, ayant autorisé le Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères (SICTOM) des TERRES FROIDES à exploiter une décharge contrôlée d'ordures ménagères située sur le territoire de la commune de CHABONS, au lieu-dit « Bois Gaillards » ;

VU l'arrêté préfectoral n°2000-976 en date du 9 février 2000, ayant imposé au Syndicat précité des prescriptions complémentaires dans le cadre de la mise en conformité de son installation avec les dispositions de l'article 54 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997, relatif aux décharges existantes et fixé également la date de fin d'exploitation de celle-ci pour le 16 octobre 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2001-6958 en date du 3 août 2001, ayant autorisé le SICTOM des TERRES FROIDES à poursuivre l'exploitation de cette même installation jusqu'au 30 juin 2002 ;

VU le dossier de demande en date du 30 mars 2011, présenté par la Communauté de Communes de BIEVRE- EST, successeur du SICTOM des TERRES FROIDES, et concernant la cessation définitive de l'exploitation de ce centre de stockage de déchets non dangereux situé sur la commune de CHABONS, au lieu-dit « Bois Gaillards » ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes, en date du 2 septembre 2011 ;

VU la lettre en date du 12 septembre 2011, invitant la Communauté de Communes précitée à se faire entendre par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et lui communiquant les propositions de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, en date du 22 septembre 2011 ;

VU la lettre en date du 26 septembre 2011, communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté complémentaire concernant son établissement ;

VU la décision de M. le Président de la Communauté de Communes de BIEVRE -EST, en date du 21 novembre 2011, donnant un avis favorable sur le projet d'arrêté complémentaire de post-exploitation de la décharge de CHABONS ;

CONSIDERANT qu'il s'avère nécessaire, dans le cadre de la demande de cessation définitive de l'exploitation de cette installation de stockage de déchets non dangereux située sur la commune de CHABONS, au lieu-dit « Bois Gaillards » (parcelle cadastrale n°630, section A du plan), d'imposer à la Communauté de Communes de BIEVRE-EST des prescriptions complémentaires précisant les conditions de réhabilitation et de suivi post-exploitation de cet ancien site, conformément aux dispositions prévues par l'article 50 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997, relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés ;

CONSIDERANT que ces prescriptions complémentaires sont destinées à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

ARRETE

ARTICLE 1er – La Communauté de Communes de BIEVRE- EST, en tant que successeur du SICTOM des TERRES FROIDES , (siège social : Parc d'Activités de Bièvre- Dauphiné 1352, rue Augustin Blanchet- 38690 COLOMBE) est tenue de respecter strictement les prescriptions complémentaires ci-annexées, fixant les conditions de réhabilitation et de suivi « post-exploitation » de son ancien centre de stockage de déchets non dangereux situé sur la commune de CHABONS, au lieu-dit « Bois Gaillards » (parcelle cadastrale n°630, section A), dans le cadre de la cessation définitive d'activité de celui-ci.

ARTICLE 2-Le présent arrêté annule et remplace l'ensemble des arrêtés précédemment intervenus pour le site de la décharge de CHABONS .

ARTICLE 3- Un extrait du présent arrêté complémentaire sera tenu à la disposition de tout intéressé. Il sera affiché à la porte de la mairie de CHABONS et publié sur le site internet de la préfecture de l'Isère, pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 4- En application des articles L514-6 et R514-3-1 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Grenoble d'une part, par l'exploitant ou le demandeur dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'autre part par les tiers dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE-5- Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE-6 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de LA TOUR-DU-PIN, le Maire de CHABONS ainsi que l'Inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Communauté de Communes de BIEVRE- EST. .

GRENOBLE, le 28 NOV. 2011

LE PREFET

*Pour le Préfet absent,
le Secrétaire Général.*

Frédéric PERISSAT

VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral

N°2011332-0015 en date du 28 novembre 2011

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général

Frédéric PÉRISSAT

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES à la Communauté de Communes de BIEVRE -EST pour le Centre d'Enfouissement technique de CHABONS

38690 CHABONS

Article 1- Généralité

1.1. Champ d'application

La Communauté de Communes de BIEVRE- EST , représentée par son président, dont le siège est situé Parc d'Activités Bièvre- Dauphiné -38690 COLOMBE, est tenue , en tant qu'exploitant de l'ancien centre de stockage de déchets non dangereux (CSDND) situé sur la commune de CHABONS, au lieu-dit « Bois Gaillards » , de procéder au réaménagement et au suivi post-exploitation du site.

Cet arrêté a pour objet le réaménagement et le suivi post-exploitation du site. Il annule et remplace l'ensemble des arrêtés préfectoraux existant pour le site.

1.2. Définition du site

Le centre de stockage de CHABONS concerne la parcelle cadastrale A, n°630.

1.3. Bilan annuel

Un bilan annuel de suivi sera transmis à Monsieur le Préfet de l'Isère. Ce bilan reprendra entre autres :

- les résultats des contrôles dans l'environnement,
- un bilan hydrique,
- les plaintes, incidents et accidents survenus.

Ce bilan sera transmis annuellement avant le 1^{er} avril de chaque année.

Article 2- Réaménagement du site

2.1. Le réaménagement du CSDND sera effectué conformément au dossier de fermeture du site (dossier déposé le 30 mars 2011 en Préfecture de l'Isère) . Tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage des lixiviats sont supprimés.

2.2. Afin d'en interdire l'accès, l'installation classée sera clôturée par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimum de 2 mètres. La clôture du site est maintenue pendant au moins cinq ans. A l'issue de cette période, tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions, et cela pendant toute la durée de leur maintien sur le site.

2.3. Voies de circulation

2.3.1. Les voies de circulation intérieure et les accès au centre de stockage seront aménagés, dimensionnés et constitués en tenant compte du gabarit et de la charge des véhicules appelés à y circuler.

2.3.2. Les voies de circulation internes seront maintenues dans un état de propreté satisfaisant et seront recouvertes en tant que de besoin, de matériaux adaptés.

2.4. Fossés extérieurs

Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, deux fossés extérieurs de collecte , largement dimensionnés, ceintureront le centre de stockage sur tout son périmètre.

2.5. Couverture finale

2.5.1. Une couverture finale sera mise en place pour empêcher l'infiltration d'eau de pluie ou de ruissellement vers l'intérieur de la décharge.

2.5.2. La couverture présente devra être conçue de manière à prévenir les risques d'érosion et à favoriser l'évacuation de toutes les eaux de ruissellement vers les fossés latéraux de collecte signalés à l'article 2.4. ci-dessus.

2.5.3. La couverture aura une structure multicouches et comprendra au minimum, du haut vers le bas :

- une couche d'au moins 0,3 m d'épaisseur de terre arable végétalisée permettant le développement d'une végétation favorisant une évapotranspiration maximum,

- un géotextile de drainage

- un géotextile benthonique d'une perméabilité d'au moins 10-11 m/s,

- une couche imperméable d'au moins 0,5m composée de graves argileuses , ou équivalent (sous produits papetiers Organo-Calciq) présentant une perméabilité d'au moins 10-6 m/s.

La pente de la couverture ne doit pas être inférieure à 5%.

Article 3-Suivi des eaux

3.1. Généralité

3.1.1. Les résultats de tous les contrôles d'analyses seront transmis dans un bilan annuel à l'inspection des installations classées .Ils sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à trente ans après la cessation de l'exploitation et qui ne doit pas être inférieure à la période de suivi.

3.1.2. En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. L'exploitant en informe sans délai le Préfet et l'Inspection des installations classées et met en place un plan d'action et de surveillance renforcée.

3.1.3. Au vu des premiers résultats d'analyses, les listes et la fréquence des paramètres à analyser cités au paragraphe 3.2.2. pourront être modifiées en accord avec l'inspection des installations classées.

3.2. Les eaux superficielles

3.2.1. Les eaux propres de ruissellement , intérieures au site, sont collectées et évacuées à travers les fossés vers des puits d'infiltration .Un dispositif permettant d'effectuer un contrôle de la qualité de ces eaux et d'effectuer un prélèvement aisé d'échantillons est aménagé .Le volume des eaux rejetées doit être évalué et transmis dans le bilan annuel demandé à l'article 1.3.

3.2.2. Les analyses des eaux propres de ruissellement , intérieures au site, devront être effectuées suivant la périodicité et les paramètres suivants :

Paramètres	Périodicité	Seuil
pH	T	5,5 <Ph<9,5
Conductivité électrique à 25 °C	T	<1500 µS/cm
Matières en suspension totale (MEST)	T	< 100 mg/l si flux journalier max. < 15kg/j <35 mg/l au-delà
Carbone organique total (COT)	T	< 70 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	T	< 300mg/l si flux journalier max.< 100 kg/j <125 mg/l au-delà
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	T	< 100mg/l si flux journalier max. <30kg/j <30mg, au-delà
CN libres	T	<0,1mg/l si rejet dépasse 1g/j
Hydrocarbures totaux	T	<10 mg/l si le rejet dépasse 100g/j
Azote global	A	Concentration moyenne mensuelle <30 mg/l si flux journalier max.>50kg/j
Phosphore total	A	Concentration moyenne mensuelle <10 mg/l si flux journalier max. > 15kg/j
Phénols	A	<0,1 mg si le rejet dépasse 1g/j

Métaux totaux dont :	A	< 15mg/l
Cr6+	A	<0,1 mg/l si le rejet dépasse 1g/j
Cd	A	< 0,2 mg/l
Pb	A	< 0,5 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Hg	A	< 0,05 mg/l
As	A	< 0,1 mg/l
Fluor et composés (en F)	A	<15 mg/l si le rejet dépasse 150g/j
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	A	<1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j.

Note : Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants :Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

3.3. Les eaux souterraines

3.3.1. Le réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines est constitué d'au moins cinq points de contrôle, dont deux situés en amont hydraulique. Par ailleurs, la source des Violettes sera également considérée comme point de prélèvement supplémentaire.

3.3.2. Ces puits de contrôle devront être protégés des agressions extérieures.

3.3.3. Le prélèvement d'échantillons d'eaux souterraines doit être effectué conformément à la norme « Prélèvement d'échantillons- Eaux souterraines , ISO 5667, partie 11,1993 » et de manière plus détaillée , conformément au document AFNOR FDX31-615 de décembre 2000.

Le niveau des eaux souterraines doit être mesuré au moins deux fois par an, en périodes de hautes et basses eaux , pendant la période de suivi. Cette mesure devant permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés.

Pour chaque puits situé en aval hydraulique, les résultats d'analyses doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence ...).

3.3.4. Des analyses des eaux souterraines devront être effectuées .Les paramètres d'analyses seront les suivants :

-deux fois par an : pH, résistivité, DBO5, DCO, COT, cyanures libres et totaux, hydrocarbures totaux ;

-une fois par an , en période de hautes eaux : azote ammoniacal, phosphore total, phénols, manganèse, zinc, cuivre, fer, cadmium, plomb, mercure, chrome VI, chrome III, arsenic, fluorures, cyanures libres et totaux, AOX.

Article 4 : Contrôle du réaménagement du site et suivi à long terme

4.1. Plan topographique

Une fois le réaménagement terminé, un plan topographique , à l'échelle 1/500^{ème} , sera établi et présentera :

- l'ensemble des aménagements du site (clôture, végétation, fossés de collecte, ..),
- la position exacte des dispositifs de contrôle ,
- la projection horizontale des réseaux de drainage des eaux,
- les courbes topographiques d'équidistance 1 mètre.

4.2. Suivi à long terme

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour :

- assurer le pompage et le traitement si nécessaire des lixiviats,
- assurer le contrôle des eaux souterraines et superficielles,
- maintenir en état les différents équipements,
- assurer l'entretien du site (clôture, digue en enrochement, couche de couverture finale, ..).

4.3. Usage ultérieur du site

4.3.1. Le site devra faire l'objet d'un usage ultérieur compatible avec la présence de déchets et les propriétaires successifs devront en être informés (servitude ou inscription dans les titres de propriétés ou autres dispositions présentant des garanties équivalentes).

4.3.2. L'utilisation des terrains ne devra, en aucun cas, remettre en cause l'étanchéité du site.

Sont particulièrement interdites les opérations suivantes :

-réalisation de trous, excavations, fondations, forages , défonçages et tous travaux dont la profondeur dépasserait 0,3 m.

- irrigation des terrains à l'exception de l'arrosage nécessaire en vue de maintenir la végétation superficielle pour pallier un défaut de précipitation atmosphérique,

-plantation d'arbres ou d'arbustes dont les racines sont susceptibles de descendre à une profondeur supérieure à 0,3 m.

Article 5 : Garanties financières

5.1. Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités suivantes et conformément au dossier de fermeture.

5.2. Montant des garanties financières

Périodes	Surveillance	Accident/incident	Total HT	Total TTC
Période n à n+5 ans pour le suivi post-exploitation	753 048	5 955	759 003	907 768
Période n+5 +10 ans pour le suivi post-exploitation	563 297	5 955	569 252	680 825
Période n+10 à n+15 ans pour le suivi post-exploitation	564 488	4 764	569 252	680 825
Période n+15 à n+20 ans pour le suivi post-exploitation	479 100	4 764	483 864	578 701
Période n+20 à n+25 ans pour le suivi post-exploitation	480 291	3 573	483 864	578 701
Période n+25 à n+30 ans pour le suivi post-exploitation	481 482	2 382	483 864	578 701

*n est l'année de la fin du réaménagement du site , soit 2002. Les montants ci-dessus sont calculés en euros avec l'indice TP01 en date du 23 avril 1999 , soit TP 01 = 413.6

5.3. Etablissement des garanties financières

Dans les six mois à compter de la notification du présent arrêté et dans les conditions prévues dans le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

-le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié, actualisé à l'aide de la valeur du TP 01 ;

-la valeur datée de l'indice public TP 01 utilisée.

5.4. Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 6.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié.

5.5. Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

-tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;

-sur une période au plus égale à 5 ans , lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP 01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

5.6. Révision du montant des garanties financières

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation.

5.7. Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du Code de l'Environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L514-1 de ce code.

Conformément à l'article L514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

5.8. Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

5.9. Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activités prévue aux articles R512-74 à R512-76 par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R 516-5 du Code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 6- Période de suivi

6.1. Période de suivi

La période de suivi post-exploitation aura une durée de trente ans à compter du 1^{er} janvier 2002.

6.2. Mémoire à cinq ans

Cinq ans après le démarrage de ce programme, l'exploitant adresse un mémoire sur l'état du site, accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale. Sur la base de ces documents, l'inspection des installations classées peut proposer une modification du programme de suivi, qui fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

6.3. Fin de la période de suivi

Au moins six mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse au Préfet un dossier comprenant le plan mis à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site.